

**Discours prononcé par M. Karsten D. Voigt,
Coordinateur pour la coopération germano-américaine,
sur "L'état actuel des relations germano-américaines"
à l'Institut français des relations internationales à Paris, le 27 novembre 2002**

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir invité à m'exprimer sur l'état actuel des relations transatlantiques après les élections en Allemagne et aux États-Unis. Depuis les campagnes électorales qui se sont déroulées parallèlement dans les deux pays, les relations bilatérales semblent connaître des heures difficiles. Dans les deux campagnes, la question iraquienne a joué un rôle important mais de manière différente, ce qui a donné lieu à un échange de paroles et d'accusations acerbes à travers l'Atlantique. Simultanément, les représentants des médias balançaient des stéréotypes plutôt que des arguments: d'un côté, les cow-boys américains ou des silhouettes de Rambo, de l'autre, les Européens timorés et naïfs, les EU-nuques. Inutile de vous dire que ces échanges verbaux ont été, à mes yeux, des plus inopportuns, et plus encore à quel point ils reflètent mal la réalité de l'amitié entre Allemands et Américains ainsi qu'entre Européens et Américains. Le tort fait aux Américains en Europe et aux Européens aux États-Unis a été aussi inutile que les stéréotypes étaient peu représentatifs.

I.

Depuis plus de cinquante ans le partenariat transatlantique a été un des éléments fondamentaux de la politique étrangère allemande au même titre que le couple franco-allemand et le processus d'unification européenne au sein de l'UE. Pour nous tous, cette relation privilégiée est toujours, comme elle l'a été dans le passé et continuera de l'être à l'avenir, basée sur des valeurs, des intérêts, et, enfin, des visions de ce à quoi devrait ressembler le monde. La réaction de l'Allemagne au 11 septembre témoigne de notre relation étroite avec les États-Unis. Le peuple allemand a en effet manifesté comme aucun autre son horreur, son chagrin et sa sympathie à l'égard du peuple américain. Ces sentiments partagés ont rendu possible l'incroyable succès qu'a connu le fonds de solidarité germano-américaine (German American Solidarity Fund) mis sur pied par notre ambassade à Washington. Aucune autre nation n'a fait des dons supérieurs à ceux des Allemands. Au niveau politique, le Chancelier Schröder a promis une solidarité illimitée avec les États-Unis dans la lutte mondiale contre le terrorisme. En décidant d'envoyer des troupes dans le cadre de l'opération

Liberté immuable et de la campagne militaire en Afghanistan l'année passée, il a même mis en jeu son existence politique - et ce fut un succès. Pas plus tard que la semaine dernière, le Bundestag a renouvelé l'engagement allemand pour Liberté immuable.

Une étude récente réalisée par le Fond allemand Marshall des États-Unis et le Comité de Chicago sur les relations extérieures confirme une fois de plus que les Allemands, les Américains, et, dans une certaine mesure, les Français, n'ont pas de vues si différentes que les médias voudraient bien nous faire croire lorsqu'il s'agit de valeurs et de principes. Par exemple, de nombreuses enquêtes ont montré que les citoyens américains ont un point de vue bien plus multilatéral que l'on ne croit généralement. Le nombre d'Américains qui soutiennent les interventions militaires à l'étranger augmente de manière disproportionnée si cette politique est encouragée par les partenaires des États-Unis. La majorité des citoyens américains appelle même de leurs vœux un renforcement des Nations Unies.

Si l'on garde à l'esprit cette base solide, il faut en fin de compte se poser la question de savoir comment le débat sur l'Iraq a pu engendrer la discorde actuelle. Au cours de la réunification allemande, le gouvernement de George Bush père avait une idée visionnaire du rôle futur de l'Allemagne dans la politique internationale. On avait compris que l'Allemagne, intégrée à l'UE et à l'OTAN, continuerait de partager et de soutenir, en principe, les positions globales des États-Unis, même si des divergences de vue pouvaient survenir dans des cas isolés. Cette analyse optimiste est toujours d'actualité, et l'Iraq n'est qu'un de ces cas isolés.

Je souhaiterais faire quelques remarques sur cette note discordante.

Tout d'abord, nous ne devons pas oublier que l'Allemagne, la France et les États-Unis ont des positions concordantes sur les aspects fondamentaux, même dans le cadre du débat sur l'Iraq. Nous sommes d'accord pour dire que Saddam Hussein est un dictateur violent et agressif qui a, peut-être avec les pires intentions, bafoué les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous sommes d'accord pour dire que les inspecteurs en désarmement doivent remplir leur mission et que l'Iraq doit rendre ses armes de destruction massive et leurs vecteurs. Toutefois, l'Allemagne, la France et les États-Unis n'ont pas réussi à s'entendre, dans le passé, sur les méthodes permettant d'atteindre ces buts communs. L'Allemagne s'est félicitée de la décision américaine de confier aux Nations Unies la recherche d'une solution multilatérale. Nous nous félicitons également de la nouvelle résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations Unies à laquelle la France a tant contribué. Cette décision ouvre la voie à une solution politique. Nous savons également que, si Saddam Hussein ne remplit pas ses obligations et

qu'une solution politique échoue, les États-Unis prévoient déjà l'avenir de la région sans Saddam, ce qui suscite un certain nombre de préoccupations graves de la part de l'Allemagne. Les chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN ont promis leur soutien total à l'application de la résolution 1441. Même si l'Allemagne reste sceptique quant à une action militaire, le Chancelier Schröder a souligné que son pays tiendrait ses engagements qui découlent des accords conclus dans le cadre de l'OTAN.

Enfin, nous reconnaissons que la menace provient de Saddam Hussein et que c'est à lui de respecter les résolutions des Nations Unies et de garantir la paix dans son pays.

Deuxièmement, la discorde sur l'Iraq a eu lieu essentiellement entre nos gouvernements actuels. Les peuples de part et d'autre de l'Atlantique, aux États-Unis aussi bien qu'en France et en Allemagne, se posent les mêmes questions et expriment des préoccupations analogues. Alors que la population américaine semble être plutôt en faveur d'une intervention militaire en Iraq, même la population de son allié le plus convaincu sur la question, celle de Grande-Bretagne, est profondément réticente. Simultanément, une minorité en Allemagne serait en faveur d'une action militaire contre l'Iraq si les Nations Unies sanctionnent expressément une telle action et s'il n'y a pas d'autre solution garantissant que l'Iraq ne possède pas d'armes atomiques.

Troisièmement, les Allemands restent divisés en ce qui concerne la guerre en général et l'Iraq en particulier. Compte tenu de leurs souvenirs traumatisants de la Seconde Guerre mondiale, ils sont récalcitrants à l'idée de voir des troupes allemandes partir en guerre. Au cours des quarante dernières années, la République fédérale d'Allemagne a mené une très bonne politique étrangère multilatérale (intégration euro-atlantique, CSCE) et elle continuera de se baser principalement sur cette orientation pour résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée. La situation est encore plus compliquée pour les citoyens de l'Allemagne de l'Est. Compte tenu de leur propre histoire d'après-guerre, ils ont tendance à être plus pacifistes et à vouloir éviter, depuis la transformation radicale de 1990, toute incertitude supplémentaire et à être méfiants à l'égard de la politique de puissance mondiale.

L'enquête susmentionnée réalisée par les deux grands instituts américains souligne clairement que l'ambiance actuelle en Allemagne ne relève pas de l'anti-américanisme mais de l'attitude allemande envers la puissance militaire et son utilisation. D'un côté, les Allemands sont moins nombreux à contester le statut de superpuissance qu'ont les États-Unis que les Français ou les Britanniques et ils éprouvent tout autant de sympathie envers les Américains que les

Britanniques. Suite aux élections fédérales, le seul parti politique réellement anti-américain du précédant Bundestag, le PDS, parti post-communiste, n'a pas obtenu le nombre de voix minimum requis et a été exclu du parlement pour la première fois de son existence.

D'un autre côté, par rapport aux Français et aux Britanniques

- les Allemands sont plus convaincus que l'UE devrait jouer un rôle régional et laisser aux États-Unis les grandes missions mondiales,
- ils sont moins enclins à penser que l'UE devrait devenir une superpuissance comparable aux États-Unis,
- ils aspirent moins à augmenter le budget de défense et l'aide économique,
- ils sont moins convaincus de l'importance, pour l'avenir de leur propre pays, que celui-ci joue un rôle actif dans les affaires du monde et
- ils sont bien moins disposés à intervenir militairement même s'il s'avère que l'Iraq possède des armes de destruction massive.

Quatrièmement, les chiffres présentés dans l'étude soulignent également que l'Allemagne a fait de grands progrès depuis 1990. Malgré une vaste opposition, les gouvernements allemands respectifs ont augmenté progressivement la participation allemande aux opérations militaires internationales. Au cours de la dernière décennie, l'Allemagne a envoyé des troupes en Somalie, en Bosnie, au Timor-Leste, au Kosovo, au Caucase, en Macédoine et, aujourd'hui, en Afghanistan. À l'heure actuelle, environ 9 500 soldats allemands sont engagés dans des missions militaires à l'étranger que ce soit dans les Balkans (KFOR 4 600, MAZ 220, SFOR 1 500) ou dans le cadre de Liberté immuable, ce qui place l'Allemagne au deuxième rang après les États-Unis. Environ 100 soldats d'élite allemands se battent en Afghanistan, des chars allemands restent stationnés au Koweït, et des patrouilles de la marine allemande restent dans la Corne de l'Afrique. Dans le cadre de l'ISAF, environ 1 300 soldats allemands sont stationnés à Kaboul, et les Pays-Bas et l'Allemagne assumeront ensemble, l'année prochaine, la direction de la force internationale d'assistance dans la capitale afghane. Pour l'heure, l'Allemagne a plus ou moins épuisé ses capacités destinées à l'engagement militaire au-delà de la défense du territoire national.

Il y a dix ans, un tel engagement n'aurait pas uniquement été impossible, il aurait également été inconcevable. Grâce à des politiques saines, les Allemands commencent à adopter une approche plus robuste basée sur l'utilisation de la force en dernier recours. En ce qui concerne l'utilisation de la force dans la politique étrangère, les dirigeants ont changé peu à peu les modèles voire même l'esprit politiques. Toutefois les campagnes électorales constituent

rarement une occasion pour les hommes politiques de changer les convictions des gens. Au-delà de cette observation d'ordre général, le gouvernement de la coalition rouge-verte n'a été convaincu ni avant ni après les élections qu'une participation allemande à la campagne militaire contre l'Iraq était justifiable. Optimiste que je suis, je suppose qu'au cours de la prochaine décennie, l'opinion publique allemande s'accommodera de plus en plus d'une politique de sécurité robuste et évoluera ainsi de plus en plus vers une position analogue à celle de l'opinion publique en France ou au Royaume-Uni par exemple.

Cinquièmement, l'Iraq n'est pas le seul dossier qui alimente les frictions transatlantiques habituelles qui, je le répète, doivent être attribuées essentiellement à nos gouvernements respectifs. Le Protocole de Kyoto, la Cour pénale internationale et d'autres dossiers figurent sur notre ordre du jour. Toutes ces questions ont pour point commun que l'Europe et les États-Unis s'accordent généralement sur les objectifs à atteindre mais pas sur les moyens d'y parvenir. Le nombre croissant des pommes de discorde entre les partenaires transatlantiques découle également du rapprochement grandissant de leurs relations. L'intégration économique et sociale croissante et l'échange culturel soutenu contribuent à ce que ces relations s'apparentent presque à des relations intérieures. En effet, les peuples vivant de part et d'autre de l'Atlantique débattent aujourd'hui de questions qui relèvent traditionnellement de la politique intérieure. La protection de l'environnement et des consommateurs, la sécurité intérieure et la peine de mort pour n'en nommer que quelques-unes. Les débats relatifs à la politique intérieure ont un impact sur le partenaire, en particulier pendant les campagnes électorales. Je souhaiterais que les deux parties gardent cela à l'esprit et que les protagonistes abordent la question de leurs différences de vues avec calme.

Sixièmement, l'eurobashing, c'est-à-dire la critique à l'égard de l'Europe, est de nouveau à la mode aux États-Unis. Prenez n'importe quel journal américain n'importe quel jour et vous trouverez bien un article négatif sur l'Europe. D'où provient cette pensée anti-européenne qui circule outre-atlantique?

D'une part, les États-Unis ont toujours été partagés dans leur approche envers l'Europe: s'ils soutiennent l'intégration européenne, ils craignent néanmoins la naissance d'un nouveau rival, séduits à l'idée de répartir les charges mais peu disposés à céder de leur puissance.

D'autre part, dans la mesure où les États-Unis détiennent un pouvoir sans précédent, ils sont enclins à faire peu de cas des autres.

Enfin, les Américains ont du mal à suivre les changements qui s'opèrent en Europe, que ce soit en ce qui concerne l'Union ou les pays en tant que tels comme le vôtre ou le mien.

Rappelez-vous par exemple de la réponse des Américains à l'euro. Tout d'abord ils ne l'ont pas pris au sérieux, ensuite ils ont prédit qu'il échouera, enfin ils se sont demandés s'il était en mesure de concurrencer le dollar. La plupart des réactions américaines au progrès européen se font sur ce modèle.

Si l'on renverse la fameuse citation attribuée à Henry Kissinger concernant l'absence d'un numéro de téléphone unique en Europe - qui aurait certes des avantages - nous autres Européens sommes également aux prises avec la confusion due aux différents centres de pouvoir qui se font concurrence au sein du gouvernement américain lui-même et à Washington dans son ensemble.

II.

Mesdames et Messieurs,

Les événements du 11 septembre ont montré clairement que nous vivons dans une époque de mutations qui a commencé bien avant les attaques contre Washington et New York. Jusqu'alors, les positions et la pensée européennes en particulier, ainsi que la routine transatlantique étaient marquées par la guerre froide et donc eurocentriques même si le mur de Berlin était tombé plus de dix auparavant. Depuis 1990, les Allemands vivent, pour la première fois depuis des siècles, avec la certitude qu'ils ne sont entourés que d'amis et de partenaires. Aujourd'hui il y a plus d'un million de soldats en moins stationnés en Allemagne par rapport à 1989; presque toutes les armes nucléaires et la plupart des troupes étrangères - heureusement pas toutes - ont été retirées. Cette joie légitime éprouvée face aux nouvelles possibilités qui se sont ouvertes après la fin de la guerre froide en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe a donc faussé la perception des nouveaux dangers. Jusqu'à ce que le 11 septembre ébranle le monde.

J'aimerais souligner seulement quelques changements fondamentaux qui ont été opérés au cours de la dernière décennie:

- Le nombre et le caractère des acteurs internationaux a augmenté et changé considérablement. Le 11 septembre a montré que le monde était entré dans une nouvelle ère où les acteurs autres que les États, voire même des individus, étaient capables de menacer sérieusement la sécurité nationale et internationale.
- Nous devons faire face à une multitude de "nouveaux" problèmes dont certains ne sont pas totalement nouveaux mais avaient été refoulés ou relégués au second plan pendant

la guerre froide, tels que le terrorisme, le trafic de drogue, la criminalité internationale, le blanchiment d'argent (qui représente 2 à 5 % du revenu mondial selon les estimations), la maladie; certains ont changé de nature comme le terrorisme transnational; d'autres nous ont été légués par la guerre froide, par exemple la prolifération mondiale des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, les grandes quantités de plutonium hautement toxique, les très importants stocks d'armes chimiques.

- Les attentats du 11 septembre ont montré la vulnérabilité d'une société ouverte. Ce qui était autrefois le passe-temps préféré de certains experts, analyser des attaques hypothétiques contre des bâtiments publics ou nos systèmes de communication et ce aussi en passant par le cyberspace, a désormais été projeté au centre de notre attention. Si nous avons l'habitude d'associer presque exclusivement à l'idée d'armes de destruction massive les armes nucléaires, les événements qui se sont produits depuis le 11 septembre, pensez seulement aux attaques à l'anthrax aux États-Unis, ont montré clairement qu'à l'avenir, notre sécurité sera également menacée par les attaques biologiques et chimiques. Dans la mesure où le potentiel de destruction est devenu plus important, nous devons plus que jamais concentrer nos efforts afin de prévenir les dangers latents de devenir une réalité.
- La distance géographique qui nous sépare d'une crise est de moins en moins importante. Par conséquent, nous ne pouvons plus penser la sécurité en termes strictement militaires ou simplement en termes de défense des frontières.

L'impression d'une nouvelle incertitude, synonyme d'une réalité qui devient de plus en plus complexe, émane et est exacerbée par la rapidité du développement technologique et de la libéralisation économique des dernières décennies. Les nouvelles technologies bouleversent profondément nos sociétés et présentent de nouveaux défis tout comme de nouvelles possibilités immenses. Internet et la nouvelle économie permettent aux individus, aux entreprises, aux organisations, aux associations et aux communautés d'agir, d'apprendre et de communiquer d'une manière qui était auparavant impossible, et ce de plus en plus rapidement et à des coûts de moins en moins élevés. Il y a une trentaine d'années, les lignes de téléphone entre l'Europe et l'Amérique du Nord permettaient à 80 appels d'avoir lieu simultanément; aujourd'hui ce nombre est passé à un million. De nos jours, 500 000 passagers, 1,4 milliard de messages électroniques et 1,5 mille milliards de dollars traversent chaque jour l'Océan atlantique.

III.

Cela fait déjà un moment que les États-Unis ont entamé des efforts visant à adapter leur politique de sécurité aux menaces émergentes. La défense anti-missile en fait partie. Le mythe de l'invulnérabilité américaine ayant été ébranlé le 11 septembre, le débat portant sur la manière de gérer ces nouvelles menaces et d'organiser la sécurité internationale a pris une nouvelle dimension. D'un côté, les États-Unis désirent mettre au point une capacité de prévention contre des attaques asymétriques. Ils pèsent le pour et le contre de la possibilité de frappes préventives au cas où les politiques de prévention et d'endiguement s'avèreraient inefficaces. D'un autre côté, les États-Unis reconnaissent également que la puissance militaire seule n'est pas en mesure de régler des conflits. Citons une phrase du discours qu'a tenu le Président Bush au Reichstag au mois de mai dernier: "Pour que le monde soit sûr, nous devons créer un monde meilleur." Par conséquent, les politiques qui encouragent le développement, la démocratie et les droits de l'homme sont considérées comme tout aussi nécessaires. La stratégie de la sécurité nationale publiée le 20 septembre reflète cette approche globale. Force est néanmoins de constater que cet autre aspect a été trop peu souligné dans la rhétorique du gouvernement américain et a donc reçu trop peu d'attention dans l'opinion publique européenne.

Par conséquent, le gouvernement américain est tout à fait conscient que les États-Unis ont besoin d'un partenaire pour poursuivre cette approche globale. S'ils sont peut-être capables de mener et de remporter des guerres seuls, ils ont néanmoins besoin de partenaires régionaux et internationaux, au plus tard lorsqu'il s'agit, dans un deuxième temps, de garantir la paix.

IV.

L'Europe est donc appelée à remettre en question ces nouvelles idées et doctrines sécuritaires ainsi que les estimations sur lesquelles elles sont basées. Ainsi, il n'est pas dans notre intérêt, même pas dans celui des États-Unis, d'élaborer des principes qui garantissent à chaque nation le droit de préemption selon sa propre définition. D'autres questions se posent. Quand est-ce qu'un changement de régime serait légitime? Un changement de régime pourrait-il être conforme au droit international public actuellement en vigueur? Il y a de nombreuses autres questions figurant à l'ordre du jour transatlantique et sur lesquelles les Européens doivent se pencher.

La stratégie de sécurité que le gouvernement américain est en train de mettre au point mérite une réflexion vaste et critique et non une condamnation gratuite. Ce n'est pas le point de vue

américain sur la stratégie de sécurité mais l'environnement sécuritaire qui a changé en premier lieu. Au lieu de maugréer, les Européens doivent mettre au point des solutions viables et défendre celles-ci sur le marché des idées, et tout particulièrement à Washington.

Les critiques adressées par l'Europe aux États-Unis et les problèmes qu'ont pu avoir les États-Unis avec l'Europe ont toujours découlé largement des faiblesses européennes. Les Européens doivent améliorer leur capacité à mener une action commune. Pour cela, il faudra prochainement lancer un débat sur la vision commune de la sécurité européenne, et peut-être même sur le rôle de l'Europe dans le monde. Cela concerne du moins le développement d'une diplomatie, d'une police, d'un renseignement et de capacités militaires adaptées.

Or, la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) a été créée pour augmenter les capacités de l'Europe à mener une action commune. Jeudi dernier, nos ministres des Affaires étrangères, Messieurs de Villepin et Fischer, ont franchi une étape supplémentaire et ont présenté un certain nombre de propositions à la Convention européenne visant à faire de la PESD une Union européenne pour la Sécurité et la Défense (UESD). À la veille du 40^e anniversaire du Traité de l'Élysée, la coopération franco-allemande a, une fois de plus, fait ses preuves et révélé son potentiel dans la progression de l'intégration européenne. Les propositions ouvriront la voie à des politiques plus efficaces et à une action extérieure uniforme de l'UE. Elles concernent un certain nombre de questions délicates telles que l'établissement d'une Agence européenne de l'armement ou les engagements politiques pour renforcer les capacités militaires. Il est temps d'accepter ces propositions.

Enfin, ce n'est qu'en réussissant à progresser de manière décisive dans les domaines de la politique étrangère et de sécurité communes (PESC) ou de l'UESD que l'Europe parviendra à répondre aux attentes de ses citoyens.

Néanmoins, l'Allemagne est d'avis qu'augmenter les possibilités d'action de l'Europe n'a pas pour objectif de faire de l'Europe un contre-poids par rapport aux États-Unis mais de faire de cette Europe un partenaire plus efficace pour les Américains. Dotée de capacités supplémentaires, l'Europe serait davantage prise au sérieux à Washington.

V.

Malgré nos divergences actuelles, nous autres Européens, Canadiens et Américains devons tous garder une vue d'ensemble. Comme je l'ai souligné dès le début de mon allocution, l'Amérique du Nord et l'Europe sont liées par des valeurs communes, des intérêts, et, enfin, une vision de ce à quoi devrait ressembler le monde au XXI^e siècle: un monde basé sur la

liberté, les droits de l'homme, et la primauté du droit. Aucune des deux parties ne parviendra à œuvrer en faveur de la paix et de la démocratie dans le monde en faisant cavalier seul, et encore moins si elles s'affrontent. Ce n'est qu'ensemble que nous serons capables de défendre nos convictions. Le partenariat transatlantique est une des conditions-clés pour la stabilité et la sécurité mondiales.

À l'avenir, tout comme dans le passé, gérer le nouvel agenda des valeurs communes et des différences continuera de mettre à l'épreuve les relations euro-atlantiques. Néanmoins, les débats auxquels nous nous livrons sur des questions isolées ne peuvent remettre en question les fondements de l'amitié et de la solidarité transatlantiques.

Je vous remercie pour votre attention.